



## **Déclaration du Syndicat Sud Michelin au CSEC du 11 avril 2024**

Le syndicat Sud Michelin tient à souligner, à travers cette déclaration, des aspects particulièrement préoccupants révélés dans le rapport SECAFI présenté lors du Comité Central du 11 avril 2024.

### **Au cours des six derniers mois, plusieurs fermetures ou arrêts d'activité d'usines Michelin ont été annoncés :**

La fermeture de l'usine Tourisme d'Ardmore a entraîné la suppression de 1 400 emplois. Les fermetures des usines de Trèves et de Karlsruhe, ainsi que l'arrêt de la fabrication de pneus neufs à Hombourg, ont touché 1 530 emplois. En mars 2024, Michelin a annoncé en interne l'arrêt de l'activité poids lourd sur les sites d'Olsztyn et de ShenYang.

Le rapport SECAFI exprime une forte accélération de la baisse des volumes, entraînant une surcapacité chronique de l'outil industriel. Les investissements de l'entreprise se concentrent principalement sur les sites à moindre coût salarial, laissant les sites à plus fort coût salarial sans perspectives d'avenir. Ces informations mettent en lumière une tendance alarmante chez Michelin, avec une série de fermetures d'usines et une stratégie d'investissement qui impacte négativement certains sites et leurs salariés.

De plus, nous constatons une dégradation du dialogue social depuis plusieurs mois, loin des principes de co-construction fondés sur la confiance et la transparence. Bien que l'entreprise justifie clairement son orientation stratégique axée sur la création de valeur, elle reste vague sur ses conséquences sociales, comme souligné lors de l'événement récent "Us Tomorrow".

Nous avons interpellé l'entreprise depuis plusieurs mois, en accord avec les préoccupations soulevées par le cabinet SECAFI concernant plusieurs sites de production en France. Malheureusement, nous n'avons reçu aucune réponse ni aucun effort pour trouver des alternatives positives. Cette situation nous rappelle des épisodes sombres du passé.

De plus, des rumeurs persistantes concernant la fermeture de trois usines en France (Cholet, Vannes et Tours) circulent sans démenti de la part de la Direction. Nous exigeons des réponses précises de l'entreprise, notamment pour les 1 500 salariés potentiellement concernés.

**En conclusion, Sud Michelin en appelle à une reprise d'un dialogue social constructif avant qu'il ne soit trop tard pour les salariés et pour l'avenir de Michelin en France.**

Clermont-Ferrand, le 11 avril 2024